

COMMUNIQUE DE PRESSE

Un dialogue politique constructif

Le dialogue politique organisé hier par Gender Links en collaboration avec le Mauritius Council for Social Service au quartier général de ce dernier organisme cité à Ebène pour marquer les 50 ans d'indépendance du pays, a été très constructif. Il a attiré plus de 60 personnes de diverses organisations.

Ce forum a été l'occasion pour Tania Diolle du Mouvement Patriotique (MP), Arvin Boolell du Parti Travailleuse (Ptr), Lindsey Collen de Lalit et Malini Sewoksingh du Parti Mauricien Social Démocrate (PMSD) d'examiner les obstructions à une plus grande représentativité des femmes en politique.

Tania Diolle a fait ressortir que, de par la façon dont la société mauricienne a évolué, *«il y a encore bon nombre de femmes qui se sentent plus à l'aise avec leurs semblables et qu'elles ont besoin de femmes comme modèles»* pour les encourager à franchir le pas et s'engager en politique. Pour Arvin Boolell, les principaux obstacles à une plus grande représentation des femmes en politique sont les préjugés, voire la discrimination qui perdure dans la Constitution, notamment à la section 6 qui autorise le mariage à 16 ans avec le consentement parental, le manque de solidarité entre les femmes elles-mêmes et la discrimination ancrée dans les structures de la classe politique qu'il faut revoir. *«Au sein de la classe politique, il y a beaucoup à faire, c'est chronique. Il faut briser tout cela, depuis le financement jusqu'à la réforme électorale.»*

La parité est présente chez Lalit, a affirmé Lindsey Collen car de tout temps, ce parti a lutté contre les inégalités qui ont pour sources *«la classe sociale qui fait que 90 % de la population soit employée et n'ait pas de pouvoir, ainsi que des structures hiérarchiques féodales basées sur la patriarchie qui font que les hommes dominent les femmes et d'autres hommes comme eux»*. Les freins à une plus grande représentativité des femmes selon elle sont *«le lobbying des capitalistes qui fait que les hommes ne font confiance qu'aux hommes et le lobbying communal-religieux où les hommes à la tête des religions préfèrent traiter avec leurs semblables qui pratiquent le lobbying communal»*.

Malini Sewoksingh blâme elle la société qui est *«non seulement patriarcale mais égoïste et hypocrite»*. Elle a rappelé que le PMSD qui a plus de 60 ans, a toujours fait de la place aux femmes et les a mises en avant. Pour que la classe politique s'enrichisse d'un plus grand nombre de femmes, elle estime qu'il appartient aux femmes de lutter pour obtenir la place qui leur revient.

Les intervenants ont également pu exprimer la position de leur parti et la leur sur la nécessité ou pas d'introduire des quotas pour qu'il y ait un plus grand nombre de femmes en politique. Tania Diolle a estimé qu'il est important d'avoir un quota inscrit dans la Constitution d'un parti politique car *«l'introduction d'une loi permet de changer les comportements et les attitudes»*. Elle a précisé que le MP qui n'a que trois ans d'existence, élabore actuellement sa Constitution et envisage d'y introduire un quota de 30 % de femmes.

Le quota pour les femmes en politique ne figure pas dans la Constitution du PTr même si le leader du parti, Navin Ramgoolam a publiquement déclaré qu'il y aura un tiers de femmes alignées aux élections. Ce quota ne figure pas non plus dans la Constitution du PMSD, ni de Lalit. Arvin Boolell et Malini Sewoksingh estiment qu'une plus grande représentativité des femmes en politique *«doit se faire naturellement»* alors que Lindsey Collen pense *«qu'imposer un quota de femmes en politique aura l'effet contraire et fera croire que cette représentativité est grande alors qu'elle ne l'est pas forcément dans la réalité.»*

Ce dialogue politique au cours duquel bien qu'invités à y participer, le Mouvement Militant Mauricien et le Mouvement Socialiste Militant ont brillé par leur absence, a pris fin sur un engagement de la part des intervenants. Ils se sont en effet engagés à (a) militer pour que leurs partis visent à représenter et aligner les femmes de façon égale lors des élections locales et nationales (b) s'assurer que les femmes et les jeunes qui rejoignent leurs partis respectifs reçoivent une formation et un encadrement adéquats en politique (c) à prendre des mesures pour briser les préjugés et éliminer les discriminations à l'égard des femmes comme les hommes en politique et ne pas mettre plus d'attentes sur les épaules des femmes qui s'engagent en politique (d) ne pas cautionner d'éventuels prédateurs sexuels et la violence au sein de leurs partis et (e) faire inscrire les mesures susmentionnées dans leurs manifestes électoraux.

Gender Links/MACOSS
15 mars 2018